



Ne pas rompre le confinement tant qu'il n'est pas levé dans le pays

Poissy, le 10 avril à midi

Non à la remise en cause de nos congés !

Quel rapport entre le Covid-19 et nos congés payés ? Aucun... sauf pour la direction de PSA, qui voudrait se servir de ce prétexte de l'arrêt des usines pour nous piquer des congés payés.

Son objectif : pouvoir positionner une semaine de congés à la place d'une semaine d'activité partielle (avec un délai de prévenance de 5 jours), et pouvoir réduire et déplacer nos congés de cet été en fonction de ses besoins de production. Pour cette deuxième attaque, elle renvoie ça à des décisions dans chaque site, et les directions locales pourraient annoncer des modifications de nos congés un mois avant la date.

C'est tout simplement faire main basse sur nos congés payés, qui nous appartiennent !

Une pétition circule depuis 4 jours sur change.org, pour dénoncer ce vol de nos congés. Signez-la et faites-la circuler au maximum parmi tous les salariés du groupe et les sous-traitants. Et préparons-nous, lorsque le travail reprendra, à nous mobiliser si la direction veut passer à l'acte !

Volontaire et bénévole pour ramener le virus à la maison ? Non merci !

Dans toutes les usines du groupe, la direction prépare la reprise du travail alors que le confinement va sûrement être prolongé d'une quinzaine de jours. Elle ne donne pas de date, mais elle cherche des volontaires pour redémarrer des ateliers progressivement.

La direction se met en ordre de marche, alors nous devons aussi nous préparer de notre côté : continuons à faire circuler les informations, tout ce qu'on peut apprendre sur ses tentatives de rouvrir les usines.

Et surtout, il faut convaincre ceux qui seraient tentés d'être volontaires, de ne pas accepter. Vouloir nous faire sortir de chez nous – alors que toutes les consignes nous interdisent de le faire, pour nous confiner et nous entasser à des centaines puis des milliers dans les usines, c'est totalement irresponsable de la part de PSA. C'est nous faire prendre des risques pour notre santé et celle de nos proches. Tant que le confinement n'est pas levé, il n'y a aucune raison de retourner à l'usine pour produire des pièces ou des voitures.

Et pour les salariés en CDI, tant que le salaire est maintenu pendant le chômage partiel, retourner travailler au volontariat équivaut à bosser gratuitement. Prendre des risques pour les profits de PSA ? Certainement pas !

La direction nous masque la vérité

La direction voudrait nous faire reprendre le travail en rendant obligatoire le port du masque. Elle s'apprête ainsi à donner 2 masques par jour et par salarié, et même 4 pour ceux qui sont en transport en commun ou en covoiturage.

A chacune de nos demandes dans les différentes usines, elle refuse de communiquer le nombre de masques qu'elle a en stock, et le nombre dont elle aura besoin pour assurer sa production. Et pour cause ! En pleine pénurie de masques, alors que le personnel soignant qui est en première ligne pour lutter contre le virus, en manque toujours, il est complètement aberrant que les entreprises aient des stocks et puissent se fournir sans problème.

Dans certaines régions, des responsables politiques soupçonnent même l'Etat de faire main basse sur des stocks pour les distribuer à des entreprises afin qu'elles puissent redémarrer leurs productions !

Lorsque les usines du groupe en France auront redémarré, on estime que la direction aura besoin de fournir 120 000 masques par jour aux salariés, soit près de 2,5 millions par mois. Et si elle ne donne pas de chiffre, elle affirme qu'elle a à sa disposition le nombre de masques qu'il lui faut.

Vouloir nous faire reprendre le travail pendant le confinement et risquer ainsi de multiplier les cas de salariés atteints ; affirmer qu'elle a des centaines de milliers de masques pour le faire alors qu'il en manque pour ceux qui en ont un besoin vital : ces deux décisions sont à l'image de toute la politique de PSA et du patronat en général.

Leur unique boussole c'est de fabriquer des profits, pas de se soucier de l'intérêt général de la société. A leurs yeux, nos vies ne valent rien face à leurs profits.